



ARRÊTÉ PERMANENT

Travaux et interventions sur voiries

Réglementation de la Circulation et du Stationnement

N° 03 /2026

Le Maire de la Commune de LA BATHIE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code Général des Propriétés des Personnes Publiques,

Vu le Code de la Route et notamment l'article R. 417-10 (stationnement gênant),

VU le Code de la Voirie Routière,

VU l'arrêté interministériel sur la signalisation routière (Livre I, Huitième partie - Signalisation temporaire du 24 novembre 1967, approuvé par les arrêtés interministériels du 6 novembre 1992),

VU la demande présentée par l'entreprise EIFFAGE Génie Civil, sise 210, rue Aristide Bergès 73490 LA RAVOIRE, représentée par M. Benoît Martin, afin de réaliser des interventions d'urgence et d'astreinte sur voiries tout au long de l'année, dans le cadre d'un contrat de travaux de génie civil sur les réseaux gaz,

Considérant que pour permettre la réalisation de ces travaux, il convient de réglementer temporairement la circulation et le stationnement au droit des zones de travaux,

ARRÊTE

ARTICLE 1 - Objet des travaux

Jusqu'au 31 décembre 2026, l'entreprise EIFFAGE Génie Civil est autorisée, sans fermeture de rue à la circulation automobile, à effectuer sur le territoire de la commune des travaux ou interventions diverses dont la durée n'excède pas 2 jours.

Les services techniques municipaux devront prendre toutes les dispositions nécessaires en matière de circulation et de stationnement, afin d'assurer le bon déroulement de ces travaux tout en conservant la circulation autorisée.

ARTICLE 2 — Réglementation et prescriptions au permissionnaire

- a) Toutes les mesures de sécurité voulues tant au regard des usagers de la route que des intervenants eux-mêmes devront être prévues.
- b) Toutes les dispositions seront prises pour assurer, à tout instant, le libre passage des riverains et des véhicules de sécurité.
- c) Au droit des travaux, la vitesse des véhicules sera limitée à TRENTE (30) km/heure et il sera interdit de doubler.
- d) Lors de travaux nécessitant le rétrécissement de la chaussée, la circulation se fera alternativement dans chaque sens de circulation. Le pilotage de la circulation s'effectuera manuellement soit au moyen de panneaux type K10, soit par la mise en place d'un alternat à sens prioritaire, soit par feux tricolores.

- e) Pour le besoin des travaux, le stationnement pourra être temporairement interdit.
- f) Pour les travaux coupant le flux piétons, toutes les dispositions seront prises pour assurer leur circulation en toute sécurité.
- g) Une copie du présent arrêté sera affichée par l'entreprise EIFFAGE Génie Civil à chaque extrémité de l'emprise des travaux.

ARTICLE 3 - Signalisation de la réglementation et responsabilité du permissionnaire

La signalisation rendue nécessaire par la présence du chantier ou par la réglementation de la circulation faisant l'objet du présent arrêté sera conforme à l'instruction sur la signalisation temporaire des routes du 6 novembre 1992.

L'entreprise EIFFAGE Génie Civil sera tenue d'assurer la fourniture, la mise en place, l'entretien et la dépose de cette signalisation. Elle conservera pendant toute la durée des travaux, et jusqu'à l'enlèvement de cette signalisation, la responsabilité de la sécurité tant des usagers que du chantier lui-même.

Les conditions normales de circulation seront rétablies à sa diligence, quand l'avancement des travaux le permettra.

ARTICLE 4 - Responsabilité des conducteurs de véhicules

Les conducteurs de véhicules devront se conformer strictement à la signalisation en place, ainsi qu'aux instructions qui pourraient leur être données par les agents du service d'ordre. Ils seront déclarés entièrement responsables dans le cas où les accidents viendraient à se produire par la suite de la non-observation du présent arrêté.

ARTICLE 5 — Délais de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le Maire de la Bâthie dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal administratif de Grenoble par voie postale (2 place de Verdun, BP 1135, 38022 GRENOBLE CEDEX), ou par voie électronique (Télérecours citoyens, www.telerecours.fr) dans le délai de 2 mois à compter de la notification de l'arrêté ou de sa date de publication.

ARTICLE 6 - Ampliation sera adressée à :

- M. le responsable de l'entreprise EIFFAGE Génie Civil
- M. le Commandant de la Compagnie de gendarmerie d'Albertville
- M. le Chef de Centre des Sapeurs-Pompiers de La Bâthie

Fait et Publié à LA BATHIE

Le 6 janvier 2026

